

Marché de rénovation du hall et des bureaux du Théâtre National de la Colline

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n° 2025M0002

Table des matières

Préambule	5
1. Dispositions générales	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Conditions particulières	6
1.3 Forme du marché	6
1.4 Eléments du programme	7
1.5 Instruction des pièces administratives	7
2 Parties	8
2.1 Les parties contractantes	8
2.2 Les chargés de mission	8
3 Pièces du marché.....	9
3.1 Pièces contractuelles	9
3.2 Précisions concernant les pièces du Marché.....	10
3.3 Compte rendu de réunions de chantier.....	11
4 Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail.....	11
4.1 Echafaudage, grutage, matériel de manutention et de levage	11
4.2 Installations électriques temporaires de chantier.....	11
4.3 Coordination en matière SPS – Plan de prévention	12
4.4 Travaux en site occupé et exploité.....	12
4.5 Les TITULAIRES.....	12
4.5.1 Représentation du TITULAIRE	12
4.5.2 En cas de redressement ou liquidation judiciaire :	13
4.6 Mandataire d'un groupement.....	13
4.7 Cotraitants	14
4.8 Sous-traitants	15
4.9 Échanges avec le titulaire – Ordres de services.....	16
4.10 Obligations du TITULAIRE	16
5 Prix.....	17
5.1 Répartition des paiements	17
5.2 Contenu des prix.....	17
5.3 Prestations fournies par la MAITRISE D'OUVRAGE.....	18
5.4 Travaux modificatifs	18
5.5 Variation des prix.....	19
5.5.1 Actualisation des prix	19
5.5.2 Garanties financières	19
6 Règlement des comptes	19
6.1 Règlement des travaux.....	19
6.2 Approvisionnement.....	19
6.3 Avance	20

6.4	Décomptes et acomptes provisoires	20
6.5	Décompte final.....	20
6.6	Décompte général	21
6.7	Décompte général et définitif	21
7	Paielement	23
7.1	Intérêts moratoires.....	23
7.2	Augmentation du montant des travaux.....	24
8	Durée du marché et délais d'exécution	24
8.1	Durée du marché.....	24
8.2	Calendrier prévisionnel d'exécution	25
8.3	Calendrier détaillé d'exécution	25
8.4	Prolongation des délais d'exécution.....	25
8.5	Prise en compte des intempéries	26
9	Etudes d'exécution, VISA, préparation de chantier	26
9.1	Etudes d'exécution	27
9.2	Synthèse et VISA des documents d'exécution	27
9.3	La préparation de chantier	28
10	Réception – Garantie de parfait achèvement	28
10.1	Dates de réception	28
10.2	Réception des réserves	29
10.3	Garantie de parfait achèvement.....	29
11	Délais de réalisation.....	29
11.1	Délais globaux.....	29
11.2	Calendrier détaillé d'exécution	29
11.3	Prolongation des délais.....	30
12	Pénalités	30
12.1	Pénalités pour retard	31
12.1.1	Pénalités de retard sur le délai de rendu des études d'exécution.....	31
12.1.2	Pénalités appliquées pour un retard dans la levée des remarques bloquantes.....	31
12.1.3	Pénalités appliquées pour un retard dans le rendu des PPSPS.....	32
12.1.4	Pénalités appliquées pour un retard dans la rendu des Plans d'Installation de Chantier (PIC) des LOTS 1A et 1B	32
12.1.5	Pénalités appliquées pour un retard dans le rendu des éléments permettant à la MAITRISE D'ŒUVRE d'établir le DOE et au CSPS d'établir de DIUO	32
12.1.6	Pénalités appliquées en cas de retard dans la réception d'ouvrages n'entraînant pas de perte d'exploitation	33
12.1.7	Pénalités appliquées en cas de retard dans la réception d'ouvrages entraînant l'annulation d'une ou de plusieurs représentations donc entraînant une perte d'exploitation	33
12.2	Pénalités pour absence aux réunions	34
12.3	Pénalités pour infraction aux prescriptions du chantier et du marché	34
12.4	Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception	34
12.5	Pénalités appliquées pour un retard dans la transmission des documents induits par des travaux modificatifs	35
12.6	Pénalités appliquées pour non-respect d'un engagement contractuel	35

12.6.1	Pénalités appliquées pour un retard dans la libération des locaux de base-vie.....	36
12.7	Tableau des délais et des pénalités.....	36
13	Caractéristique des matériaux et des produits	39
	Obligations courantes du Titulaire.....	39
14	39	
14.1	Devoir d'information et de conseil :	39
14.2	Dégradations causées aux voies publiques :.....	39
14.3	Obligation de vigilance :	39
14.4	Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :	40
14.5	Réparation des dommages :	41
15	Organisation du chantier	41
15.1	Protection du chantier.....	41
15.2	Gestion des déchets de chantier	42
15.3	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	43
16	Documents à fournir après exécution	43
17	Réception des travaux	43
17.1	Dispositions applicables à la réception.....	43
17.2	Réception partielle et constat d'achèvement de travaux.....	43
18	Garantie et assurances	44
	Garantie à première demande	44
18.1	44	
18.2	Garantie de parfait achèvement	44
18.3	Garantie de bon fonctionnement.....	45
18.4	Assurances.....	45
19	Marchés de prestations similaires	45
20	Résiliation et exécution aux frais et risques du titulaire	46
21	Cession – transfert du marché	47
22	Substitution	47
23	Droit et langues	48
24	Dérogations aux documents généraux.....	49
25	Annexes	50

Préambule

Le Théâtre national de la Colline est un Établissement Public Industriel et Commercial dont l'activité principale est la création, la production, la diffusion et l'exploitation de spectacles, placé sous la tutelle du ministère de la Culture (décret n° 2002 – 110 du 24 janvier 2002 modifiant le décret mai 1972 portant statut du Théâtre national de la Colline).

Le Théâtre national de la Colline est situé au 15 rue Malte Brun à Paris 20^{ème} et dispose d'une annexe Rue des Prairies à Paris 20^{ème} également, au sein de laquelle les salariés qui disposaient de bureaux au R+3 et R+4 du Théâtre déménageront durant toute la durée des travaux objets du présent marché.

Le présent marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) Commun à l'ensemble des lots qui composent le présent marché, est soumis Code de la Commande publique. Il est conclu par et pour le compte du Théâtre national de la Colline, qui en exerce la MAITRISE D'OUVRAGE dans le cadre des travaux mentionnés à l'article 1.1 du présent document.

Le financement de ce projet fera l'objet de financements publics uniquement, conditionnels à la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Les TITULAIRES sont réputés avoir pris connaissance et être parfaitement conscients de l'incidence grave qu'engendrerait un quelconque retard dans la réception des travaux pour l'activité, l'exploitation et la réputation du Théâtre national de la Colline, qui, le 21 janvier 2026, ouvrira sa saison 2025-2026 avec la dernière création de son directeur actuel, Wajdi Mouawad.

En outre, la programmation de la saison 2025-2026 a intégré une fermeture au public jusqu'au 7 janvier 2026, uniquement pour permettre la réalisation des travaux, objets du présent marché.

L'attention des TITULAIRES est attirée sur le fait que la priorité de la MAITRISE D'OUVRAGE est d'ouvrir à ses publics le 21 janvier 2026. Une parfaite collaboration entre la MAITRISE D'OUVRAGE et les TITULAIRES sera indispensable en cas de possibilité d'ouverture malgré des retards de réception.

Cependant tout retard subi qui mettra en jeu la responsabilité de la MAITRISE D'OUVRAGE empêchera une réouverture au public.

Le TITULAIRE est réputé s'être fait préciser, lors de l'établissement de son offre et en tout état de cause avant la signature de son marché et plus précisément de son LOT, les différents points susceptibles de porter à confusion afin d'y faire apporter les corrections utiles.

A défaut, le TITULAIRE est réputé avoir tenu compte dans son prix de la prescription la plus pénalisante pour lui.

A titre de condition substantielle et déterminante du présent marché sans laquelle la MAITRISE D'OUVRAGE n'aurait pas contracté, le TITULAIRE souscrit une obligation de résultat qui porte sur :

- Des prestations conformes aux normes, à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art, répondant aux objectifs, données et contraintes de son corps d'état et du Théâtre national de la Colline et de son exploitation.
- Le respect des dates et délais mentionnés dans les différentes pièces du marché et notamment dans le calendrier général d'exécution

1. Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) complète et précise en tant que de besoin, les dispositions générales du cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés passés suivant le Code de la Commande Publique, à l'exception des clauses qui peuvent entrer en contradiction avec le présent document, celui-ci ayant priorité.

Le Théâtre national de la Colline souhaite faire réaliser des travaux dans le cadre d'une phase unique qui démarrera à la suite de la fermeture au public de ses deux salles pour la saison 2025-2026.

Le présent marché a pour objet la rénovation du Hall et des bureaux du Théâtre national de la Colline.

Le Théâtre national de la Colline souhaite, dans le cadre des travaux, objets du présent marché, mettre en exergue son soutien et sa protection envers les écritures contemporaines dont il a, depuis l'arrivée de son directeur actuel, Wajdi Mouawad, la charge de la promotion et de la diffusion à travers des spectacles diffusés dans ses murs mais également en tournée.

Les travaux objets du présent marché se divisent en 14 lots :

LOT 01A DECONSTRUCTION - CURAGE - DESAMIANTAGE
LOT 01B INSTALLATIONS DE CHANTIER, DEMOLITIONS, GROS-OEUVRE, CM, CB
LOT 02 FACADE - MENUISERIES EXTERIEURES - BARDAGE
LOT 03 COUVERTURE - ETANCHEITE
LOT 04 METALLERIE - SERRURERIE
LOT 05 CLOISONS SECHES - PLAFONDS - PEINTURE
LOT 06 REVETEMENT DE SOLS DURS
LOT 07 PLAFOND ACOUSTIQUE
LOT 08 MENUISERIES INTERIEURES (portes, châssis vitrée, parquet, plinthe...)
LOT 09 AMENAGEMENT MENUISE (bar, banquet d'accueil...)
LOT 10 CVC - PLOMBERIE
LOT 11 ELECTRICITE CFO-CFA-ECLAIRAGE
LOT 12 MONTE PMR
LOT 13 CUISINE

Chaque lot donne lieu à un marché distinct. Aucun lot n'est réservé au sens des articles L. 2113-12 et/ou L. 2113-13 du CCP.

NOTA : Dans le cadre de l'appel d'offre du présent marché, la publication des lots suivants sera reportée de quelques jours et fera l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence séparé :

- LOT 05 CLOISONS SECHES - PLAFONDS - PEINTURE
- LOT 11 ELECTRICITE CFO-CFA-ECLAIRAGE

L'appel d'offre des lots suivants sera reporté à fin-mai, début juin 2025 :

- LOT 06 REVETEMENT DE SOLS DURS
- LOT 08 MENUISERIES INTERIEURES (portes, châssis vitrée, parquet, plinthe...)
- LOT 09 AMENAGEMENT MENUISE (bar, banquet d'accueil...)
- LOT 13 CUISINE

1.2 Conditions particulières

Les conditions particulières sont précisées dans les CCTP et leurs annexes.

1.3 Forme du marché

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement de chaque

lot. Ce prix est détaillé au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de chaque lot.

1.4 Eléments du programme

L'opération consiste à :

- Restructurer l'ensemble du Hall du Théâtre national de La Colline y compris les niveaux inférieurs (foyer haut et foyer bas du R-2)
- Agrandir les bureaux des 3ème et 4ème étage en modifiant leur couverture.

L'ensemble se développe sur 7 niveaux du R-2 au R+4. Il dessert les 2 salles du théâtre, qui ne font pas l'objet du présent marché, et dispose de peu de largeur. Il se déploie dans un volume très vertical. Le hall abrite la fonction d'accueil, trois billetteries (R-2, Rdc et R+2), deux vestiaires (R-2 et R+2), des espaces d'attente, deux bars (R-2 et R+2), une librairie (R-1).

Le Théâtre national de la Colline souhaite repenser les espaces du hall pour apporter davantage de convivialité et d'hospitalité, améliorer les conditions d'accueil du public, et créer des espaces de médiation. Le projet prévoit également d'augmenter la surface de plancher au RDC et d'améliorer les confort acoustiques et thermiques. Le début des travaux est prévu pour l'été 2025.

***NOTA :** Une fermeture au public est planifiée entre le 3 juillet 2025 et le 8 janvier 2026 et ce, uniquement afin de garantir la bonne exécution des travaux.*

Caractéristiques :

Périmètre : réfection Hall, façade, toiture et 2 niveaux de bureaux

Niveaux : du -2 au +4

Démolition de chapes, de passerelles, de la façade, reconstruction d'une façade avec déplacement par rapport à l'existante, reconfiguration des espaces, dépose de la toiture, modification de façade et pose d'une nouvelle toiture.

Améliorations confort thermique et apports solaires

Création de surface/agrandissement

Démarrage des travaux : été 2025

1.5 Instruction des pièces administratives

Le permis de construire du projet, objet du présent marché, a été déposé le 13 décembre 2024 et est en cours d'instruction

Etat de l'instruction du PC par la préfecture (bâtiment appartenant à l'Etat) en cours :

- DRAC / ABF : avis favorable
- DVD : avis défavorable lié à l'ouverture des portes du hall et à leur emprise sur le domaine public lorsqu'elles s'ouvrent vers l'extérieur. La MOE propose un nouveau système asservi au SSI qui consiste à avoir les portes s'ouvrant vers l'intérieur en configuration normale, et avec un déblocage vers l'extérieur en cas de déclenchement de l'alarme avec évacuation du public. De nouvelles pièces et AOT ont été transmises et sont en cours d'instruction.
- DU : pré-avis reçu.
- DHAAP : consulté par la DU. Émettront un avis soumis à la commission du vieux Paris.
- PP sécurité : avis défavorable relatif au désenfumage du hall. Une note de calcul répondant à l'IT 246 a été transmise mais la préfecture demande une note de calcul répondant à l'IT 263. Ce dossier est en cours d'instruction avec, à ce jour, une préconisation de la part des services compétents relative à l'installation d'un désenfumage mécanique pour les niveaux enterrés (R-1 et R-2) et d'un autre système de désenfumage mécanique pour le hall (du RDC au R+2). Un additif de transmis au présent appel d'offre aux entreprises candidates.
- PP accessibilité : En cours d'instruction
- Assainissement : avis favorable.
- IGC : avis favorable.

NOTA : il est prévu le dépôt d'un permis de construire modificatif ou d'un additif

NOTA : dès la réception du retour de la préfecture concernant le désenfumage du hall, une notice de sécurité définitive sera établie, et intégrée au présent marché.

Un nouveau marché pourra être publié afin de prévoir le raccordement des asservissements induit par le chantier objet du présent marché.

Les titulaires seront informés dès la réalisation de ladite notice.

2 Parties

2.1 Les parties contractantes

D'une part :

La MAITRISE D'OUVRAGE :

Théâtre national de la Colline

SIRET : 784 804 593 00019 / APE : 9001Z

Représentée par son administratrice, Mme Patricia Michel

De l'autre :

Le TITULAIRE :

L'entreprise signataire d'un ou plusieurs lot(s) et désignée par « LE TITULAIRE » dans l'ensemble des pièces administratives du présent marché.

2.2 Les chargés de mission

LES REPRESENTANTS DE LA MAITRISE D'OUVRAGE :

WAJDI MOUAWAD

Directeur – Théâtre national de la Colline

PATRICIA MICHEL

Administratrice – Théâtre national de la Colline

SUIVI D'OPERATION DE LA MAITRISE D'OURAGE :

AUDREY STERLINGOTS

Directrice technique – Théâtre national de la Colline

FRANK GRIMAUD

Directeur technique adjoint en charge du bâtiment et de la sécurité – Théâtre national de la Colline

VIANNEY CANDILLE

Adjoint au directeur technique adjoint en charge du bâtiment - Théâtre national de la Colline

ASSISTANCE ET CONSEILS A LA MAITRISE D'OUVRAGE

PROJETSCENIE – AMO

ASSISTANCE ET CONSEILS A LA MAITRISE D'OUVRAGE en matière et sécurité incendie

CASSO & ASSOCIES

GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE :

DU CŒUR A L'OUVRAGE – ARCHITECTES – Mandataire du groupe de maitrise d'œuvre

Economiste de la construction : HOECO

Bureau d'études structure : BET EOC – Eckersley O'Callaghan

Bureau d'études fluides : BE - LEEV

Bureau d'études acoustiques : VIASONORA
Bureau d'études Amiante : SAS @LLIANCE
Conception restauration : OMNIS
Conception lumière : Agence Stéphanie Daniel
Economiste : HOECO
OPC : CAP EXE

CORDONNATEUR SPS :
(Loi du 31 décembre 1993 – Directive CEE 92/57)
SOCOTEC

CONTROLEUR TECHNIQUE :
(Article L 111-25 du Code de la construction et de l'habitation)
RISK CONTROL

Les TITULAIRES seront tenus de prendre en compte l'ensemble des observations/demandes que ces chargés de mission pourraient formuler dans le cadre de leurs interventions.

3 Pièces du marché

3.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives pour chaque lot sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

Les documents suivants sont les éléments contractuels composant le Marché :

- 1) L'Acte d'Engagement et ses annexes (DPGF et calendrier général d'exécution)
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP COMMUN) et ses annexes
- 3) Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) le l'ensemble des lots composant le présent marché incluant les pièces écrites, les pièces graphiques et leurs annexes
- 4) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à l'ensemble des lots (CCTP COMMUN) incluant les pièces écrites, les pièces graphiques et ses annexes
- 5) Les comptes-rendus de réunion de chantier
- 6) Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGC SPS)

Ces documents particuliers sont complétés par des documents généraux non produits ni signés, mais faisant partie intégrante du Marché.

- 7) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux de bâtiment
- 8) Le Cahier des Clauses Techniques Générales
- 9) Les Documents Techniques Unifiés (DTU) et Cahier des Prescriptions Techniques Générales
- 10) Les avis techniques du CSTB
- 11) Les normes françaises
- 12) Tous décrets, arrêtés, lois et règlements en vigueur

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus citées, c'est la pièce listée en première qui prévaudra sur les suivantes.

En cas de non-concordance entre plusieurs documents techniques, la décision revient de droit au maître d'œuvre.

(*) Comptes rendus de réunion de chantier : La maîtrise d'ouvrage ou son maître d'œuvre se réserve la possibilité d'organiser des réunions de chantier, avec convocation par mail et transmission des

comptes rendus (CR) par mail. Le CR peut faire l'objet de remarques et/ou contestations sous 3 j après envoi, et passer ce délai le CR est opposable à tous les acteurs qui en auront été destinataires.

3.2 Précisions concernant les pièces du Marché

L'Acte d'engagement et ses avenants

Le marché rappellera l'identité des parties contractantes, le prix convenu ainsi que les conditions éventuelles de variations de prix, les délais prévisionnels, les conditions de paiement et toutes clauses ou prescriptions particulières.

Les avenants éventuellement établis en cours de travaux seront la confirmation de modifications du projet du fait de la MAITRISE D'OEUVRE et de la MAITRISE D'OUVRAGE ; ils préciseront la nature technique et les conditions de prix et délais.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières

Il complète ou modifie le Cahier des Clauses Administratives Générales s'appliquant aux marchés publics de travaux, et pourra le cas échéant, être lui-même modifié par des dispositions particulières, précisées à l'Acte d'Engagement ou par un avenant. Il précisera également des articles et conditions particulières qui dérogent audit CCAG.

Compte prorata : Lot 1B

Les documents techniques graphiques

En cas de contradiction entre plusieurs plans, ceux dressés à plus grande échelle primeront sur les autres.

→ **Cf. CCTP COMMUN**

Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

DPGF des LOTS qui composent le marché : Elles se composent de tranches fermes et incluent les études d'exécution des TITULAIRES relatives aux travaux inclus dans ladite tranche ferme. Elles se composent en outre de tranches optionnelles, qui seront affermies, le cas échéant, à la suite de la contractualisation. Enfin, elles se composent de prestations supplémentaires éventuelles qui seront affermies, le cas échéant, à la contractualisation et en fonction du montant des tranches fermes.

L'exécution des tranches optionnelles et des prestations supplémentaires sera notifiée, le cas échéant, par ordre de service.

La non-exécution des tranches optionnelles et des prestations supplémentaires n'ouvrira droit à aucune indemnité d'attente ou de dédit.

L'ensemble des sommes renseignées dans les DPGF sont réputées globales et forfaitaires mais révisables selon la formule mentionnée à l'article 5.5.1

→ **Cf. ANNEXE 1 : TABLEAU D'INDEX DES PRIX**

Le Calendrier Général d'exécution

Ce calendrier a été établi par la MAITRISE D'OEUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE. Les éléments modifiés dans le calendrier détaillé d'exécution fourni par les TITULAIRES à l'issu de leurs études d'exécution devra impérativement respecter les dates de réception et différents délais mentionnées dans le calendrier général d'exécution, annexé au présent marché et qui est un document contractuel.

Le calendrier détaillé d'exécution

Ce document sera fourni par les TITULAIRES à l'issu de leurs études d'exécution afin de permettre un parfait échelonnement des tâches et ceci en respectant les dates de réception et différents délais précisés dans les pièces du présent marché notamment les CCTP et le calendrier général d'exécution. Ce calendrier détaillé d'exécution devra être validé par la MAITRISE D'OEUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE ou son représentant.

NOTA : Tous travaux et ouvrages ne satisfaisant pas à une des deux conditions suivantes seront

refusés sans appel :

- *Tous ouvrages, équipements, produits manufacturés, etc... seront conformes aux Normes françaises.*
- *Les TITULAIRES respecteront impérativement tous textes législatifs ou réglementaires qu'ils soient d'ordre technique ou administratif, en vigueur au jour de la réalisation des travaux.*

Les plans et pièces graphiques d'exécution

Lorsqu'ils sont établis par le TITULAIRE (ou leurs Bureaux d'Études), seront soumis à la MAITRISE D'OEUVRE pour VISA, la MAITRISE D'OUVRAGE pour avis, au Bureau de Contrôle pour approbation, délivré le cas échéant, dans un délai de quatorze (14) jours calendaires à la date de réception d'édites études.

Lorsque la MAITRISE D'OEUVRE ou la MAITRISE D'OUVRAGE prescrivent des travaux modificatifs durant la période des études d'exécution, chacun des TITULAIRES disposera d'un délai maximum de quatorze (14) jours à compter de la réception de l'ordre de service demandant un devis relatif à ces travaux, pour remettre ledit devis à la MAITRISE D'OEUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE, ceci sans préjudice des autres dispositions du CCAG relatives aux droits et obligations des entreprises en cas de modification du volume ou de la nature des travaux.

Lorsque la MAITRISE D'OEUVRE ou la MAITRISE D'OUVRAGE prescrivent des travaux modificatifs durant la période d'exécution des travaux, le délai de remise du devis relatif aux travaux modificatifs est ramené à cinq (5) jours calendaires maximum.

Si ces modifications entraînent une modification du calendrier d'exécution validé par la MAITRISE D'OEUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE, ces derniers devront en être avertis avant la validation de l'offre émanant desdites modifications.

3.3 Compte rendu de réunions de chantier

Les comptes-rendus de réunions de chantier, rédigés par la MAITRISE D'OEUVRE, ont valeur contractuelle et sont opposables aux TITULAIRES sauf si ceux-ci les contestent par courriel adressé au représentant de la MAITRISE D'OUVRAGE et à la MAITRISE D'OEUVRE dans les trois (3) jours ouvrés de la date à laquelle ils ont été envoyés.

4 Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail

NOTA : *un constat d'état des lieux sera dressé avec un huissier avant tout démarrage d'installation de chantier sur les zones travaux à l'intérieur du bâtiment mais également en extérieur et aux abords du bâtiment au niveau de la voirie.*

4.1 Echafaudage, grutage, matériel de manutention et de levage

Le TITULAIRE du LOT 1A désamiantage aura à sa charge ses propres installations de chantier en raison des spécificités de ses prestations.

Chaque lot a la charge de ses propres moyens de manutentions, levage et grutage hormis l'échafaudage intérieur qui est la charge du lot 1B GO et qui sera mis à disposition de l'ensemble des autres corps d'état.

→ **Cf. CCTP LOT Commun et tableau de limite des prestations**

4.2 Installations électriques temporaires de chantier

Si les travaux nécessitent des installations électriques temporaires de chantier, prestations sont à la charge du LOT 11 CFO/CFA. Les installations électriques temporaires de chantier devront faire l'objet

d'une vérification par un bureau de contrôle qui établira un rapport qui sera transmis à la MAITRISE D'OEUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE, conformément à la réglementation en vigueur. Cette vérification est à la charge du LOT 11 CFO / CFA.

> Sont compris dans l'offre du LOT 11 :

- L'installation, la vérification et la mise à disposition d'un éclairage de chantier afin que toutes les zones de chantier, qu'elles soient en intérieur ou en extérieur disposent d'une luminosité suffisante, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, pour que les compagnons travaillent en toute sécurité.
- L'installation, la mise à disposition et la vérification réglementaire des coffrets de chantier
- Les consignations nécessaires aux travaux hors tension nécessaires aux différents corps d'état qui composent le présent marché

4.3 Coordination en matière SPS – Plan de prévention

Les travaux, objets du présent marché, sont soumis à la coordination en matière SPS et à déclaration préalable. Le PGC en matière de sécurité et de protection de la santé est rédigé par la société SOCOTEC et annexé au présent CCAP COMMUN.

Les TITULAIRES devront transmettre à la MAITRISE D'OEUVRE, à la MAITRISE D'OUVRAGE et aux coordonnateurs SPS leur PPSPS et ceux de leurs éventuels sous-traitants dans leur première version au plus tard sept (7) jours calendaires avant le démarrage de leur prestation sur site et à la suite de l'inspection commune qui sera organisée par le coordonnateur SPS.

En cas de sous-traitance, le PGC SPS est remis à chacun des sous-traitants par l'entrepreneur principal.

Si certains travaux ne font pas l'objet d'une coactivité (début ou fin de chantier), ils seront soumis à plan de prévention.

NOTA : des travaux en sous-section 3 sont prévus lors de la dépose du mur rideau existant en raison de la présence de joins amiantés autour des vitres. Le lot 1A disposera d'un délai de 3 jours calendaire suivant la contractualisation de son lot pour déposer son plan de retrait sur la plateforme dédiée et transmettre à la MOA la preuve de dépôt.

Des mesures de fin de travaux seront réalisées. En cas de résultats insatisfaisants, la réception du désamiantage et des déposes sera refusée.

4.4 Travaux en site occupé et exploité

Les travaux, objets du présent marché, seront effectués en site occupé jusqu'au 7 janvier 2026. Le chantier pouvant être clos et indépendant, ils ne sont pas soumis au décret 92/158 du 20 février 1992. A partir du 7 janvier 2026, les travaux objets du présent marché seront effectués en site occupé et exploité entraînant l'application de règles relatives à la coactivité entre un chantier de travaux et l'accueil du public en ERP de type L.

4.5 Les TITULAIRES

4.5.1 Représentation du TITULAIRE

Dès la notification, chaque titulaire désigne une personne physique et un suppléant qui le représente vis-à-vis de la MAITRISE D'OUVRAGE et de la MAITRISE D'OEUVRE pour toutes les questions relatives à l'exécution du marché.

La personne physique et son suppléant (chef de projet, chef de chantier) chargée de la conduite des travaux doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre, sans retard, les décisions nécessaires.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de récuser, par une décision motivée, une de ces personnes.

En cas de départ d'une de ces personnes du fait d'un titulaire, en cours d'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit :

- D'appliquer une pénalité forfaitaire conformément à l'article 12.6 relatif aux « pénalités pour non-respect d'un engagement contractuel » du présent CCAP,
- de donner son accord ou de refuser le remplaçant désigné par ce titulaire dans un délai maximal d'un mois calendaire après réception de la communication du nom et des titres de cette personne par ce titulaire au Maître d'Ouvrage.

Si la MAITRISE D'OUVRAGE et/ou la MAITRISE D'OEUVRE refusent le remplaçant désigné par le titulaire concerné dans le délai d'un mois précité, ce TITULAIRE dispose de quinze jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer la MAITRISE D'OUVRAGE et/ou la MAITRISE D'OEUVRE.

4.5.2 En cas de redressement ou liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la MAITRISE D'OUVRAGE.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de redressement judiciaire, la MAITRISE D'OUVRAGE adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le maître d'ouvrage adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-10 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

4.6 Mandataire d'un groupement

Le groupement d'entreprises est constitué sous la forme conjointe ou solidaire.

Lors de sa constitution, le groupement d'entreprises désigne obligatoirement un mandataire chargé de la coordination des relations entre ses membres, la MAITRISE D'OUVRAGE et la MAITRISE D'OEUVRE. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui

désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure par la MAITRISE D'OUVRAGE d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Le mandataire du groupement, dans le cadre de la nature et de l'assiette des prestations qui lui sont dévolues :

- Représente l'ensemble des cotraitants jusqu'à la date d'expiration des délais de garantie ;
- Reçoit de la MAITRISE D'OUVRAGE et/ou de la MAITRISE D'OEUVRE toute notification, instruction, notes, plans, ordres de service, etc. et assure immédiatement leur transmission avec les directives appropriées aux cotraitants ou intéressés ;
- Assure sous sa responsabilité la coordination générale des cotraitants avec pour objectif la mise en cohérence de l'ensemble des prestations effectuées par le groupement ;
- Prépare les dossiers, remet officiellement à la MAITRISE D'OEUVRE les documents du groupement liés aux différentes phases d'étude et de réalisation en vue de leur approbation ;
- Centralise et présente à la MAITRISE D'OEUVRE les états navettes, mémoires des différents membres et modalités de traitement des différents ;
- Transmet à la MAITRISE D'OEUVRE après analyse et avis pour information, toutes autres communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un membre ;
- Transmet à la MAITRISE D'OEUVRE et au bureau de contrôle technique les documents d'étude et des plans d'exécution des ouvrages des membres pour approbation ou visa ;
- Transmet à la MAITRISE D'OEUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant des membres ;
- Communique les contrats de sous-traitance des membres à la demande de la MAITRISE D'OUVRAGE ;
- Transmet en temps voulu toutes informations nécessaires à la réception des travaux des membres et à la levée des réserves éventuelles ;
- Représente chacun des cotraitants en cas de contestation notamment avec la MAITRISE D'OUVRAGE et/ou la MAITRISE D'OEUVRE ;
- Gère et arbitre la répartition des pénalités au sein du groupement, et transmet au Maître d'œuvre la répartition des pénalités entre les cotraitants ; dans l'attente, les pénalités étant retenues en totalité au mandataire.

4.7 Cotraitants

Chaque membre du groupement devra :

- désigner un représentant qualifié, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, assister aux réunions d'études, de coordination ou de chantier ;
- fournir au mandataire pour transmission à la MAITRISE D'OUVRAGE et/ou à la MAITRISE D'OEUVRE, tout document prévu au Marché du groupement ;
- faire connaître l'état d'avancement des tâches des travaux dont ils sont tributaires (études, fabrications, mise en œuvre, etc.) pour les nécessités de la planification et de son suivi ;

- respecter en cas de sous-traitance, la loi du 31.12.1975 et en particulier, remettre en temps utile au mandataire, les demandes d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement, etc. pour transmission à la MAITRISE D'ŒUVRE et/ou à la MAITRISE D'OUVRAGE.

4.8 Sous-traitants

La sous-traitance, dans le même domaine d'activité que le TITULAIRE, est autorisée auprès d'entreprises dont les qualifications dans le cadre de la nature des prestations sous-traitées sont au moins équivalentes à celles du TITULAIRE après accord de la MAITRISE D'OUVRAGE avant tout début de prestation.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En cas de sous-traitance, le TITULAIRE demeure pleinement responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du marché envers la MAITRISE D'OUVRAGE.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment les articles L. 2193-1 à L. 2193-3 et R. 2193-1 à R. 2193- 22 du CCP.

Le TITULAIRE indique dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter (Article R. 2151-13 du CCP).

Le sous-traitant s'engage à déposer, lors de la demande de son agrément et tous les 6 mois jusqu'au terme du marché, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant direct et agréer leur condition de paiement à la MAITRISE D'OUVRAGE.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, la MAITRISE D'OUVRAGE notifie au seul TITULAIRE une copie de l'exemplaire de l'acte spécial. Dès réception de cette notification, le TITULAIRE s'engage à faire connaître à la MAITRISE D'OUVRAGE le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Le bénéfice du paiement direct du sous-traitant, dès lors que ce dernier remplit les conditions, est obligatoire ; le sous-traitant ne peut y renoncer. Ce principe d'ordre public ne s'oppose pas à ce que le sous- traitant soit payé directement par le TITULAIRE et non par la MAITRISE D'OUVRAGE. Dans ce cas, lorsque l'acte spécial prévoit le paiement direct du sous-traitant par le TITULAIRE, le paiement

effectué par le TITULAIRE au titre de la rémunération du sous-traitant libère la MAITRISE D'OUVRAGE de sa dette à due concurrence de la créance du sous-traitant. Le TITULAIRE qui aura payé directement le sous-traitant devra impérativement fournir à la MAITRISE D'OUVRAGE les justificatifs nécessaires permettant d'attester du paiement total de la prestation au prix du marché.

Le silence gardé par le TITULAIRE au-delà du délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception contenant la demande de paiement du sous-traitant vaut acceptation tacite de cette demande par le TITULAIRE.

En cas d'acceptation de sous-traitance, le sous-traitant devra présenter son PPSPS dans les mêmes conditions que l'entreprise principale.

En cas de sous-traitance non déclarée, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de procéder à la nullité du présent contrat.

Les demandes d'agrément de sous-traitance pourront être effectuées par courriel aux adresses suivantes :

- a.sterlingots@colline.fr
- f.grimaud@colline.fr
- f.onyeagba@colline.fr
- e.davesne@colline.fr

Ces demandes devront être accompagnées des documents suivants :

- Attestation URSSAF de moins de trois mois
- Attestation fiscale pour l'exercice fiscal en cours
- Attestation d'assurance RC et décennale
- Un DC2

Aucune prestation ne pourra démarrer avec un sous-traitant non-agréé avant notification du DC4 et mise à jour du PPSPS.

Les documents permettant à la MAITRISE D'OUVRAGE et à la MAITRISE D'ŒUVRE d'évaluer la validation de la sous-traitance devront être transmis au plus tard sept jours calendaire avant le démarrage des prestations concernées.

4.9 Échanges avec le titulaire – Ordres de services

Pendant toute la durée des travaux, les ordres de service sont écrits, dressés et signés par la MAITRISE D'ŒUVRE et contresignés par la MAITRISE D'OUVRAGE. Chaque entrepreneur TITULAIRE se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés dans les délais indiqués par l'ordre de service précité (qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de la part de ces derniers), et ce, par dérogation aux dispositions de l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, Lorsque le TITULAIRE estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier à la MAITRISE D'OUVRAGE et à la MAITRISE D'ŒUVRE, dans un délai de dix jours calendaires, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

4.10 Obligations du TITULAIRE

Au-delà des dispositions prévues par le CCAG susmentionné, le TITULAIRE s'engage, dans l'exécution de sa mission, à respecter tous les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

Aucune clause limitative de responsabilité ou réserve figurant dans l'offre du TITULAIRE ou présentées par le TITULAIRE durant l'exécution du marché n'est admise, elle serait déclarée nulle et non avenue.

Concernant les pièces générales : Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, les soumissionnaires étant censés les connaître.

Il est précisé que l'offre technique constitue des engagements unilatéraux de la part de chaque TITULAIRE vis-à-vis de la MAITISE D'OUVRAGE qui pourra par conséquent à tout moment, exiger d'eux le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux des TITULAIRES, ils ne leur confèrent pas de droits, de sorte que ces derniers ne pourront s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'ils avaient décrits dans leurs documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

5 Prix

5.1 Répartition des paiements

Les actes d'engagement et les actes spéciaux le cas échéant, indiquent la répartition en pourcentage des paiements respectifs :

- Aux titulaires,
- Aux sous-traitants,
- Aux cotraitants (en cas de groupement conjoint).

5.2 Contenu des prix

Les prix sont établis en euros hors TVA. Pour chaque lot, le marché est traité à prix global et forfaitaire.

En application des dispositions de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix portés à l'Acte d'Engagement ainsi que dans la DPGF sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieux où s'exécutent ces travaux, et notamment :

- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- Des frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi, de leur manutention et de leur stockage
- Des frais d'établissement des documents nécessaires à la réalisation des travaux tels que plans d'exécution, études de détails, notes de calcul, de schémas d'installation, essais, prototypes et zones témoin nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture de plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage, bureau de contrôle, ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux ;
- De frais d'établissement des documents fournis après exécution des travaux ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- Des sujétions techniques d'exécution mentionnées au cahier des clauses techniques particulières ;
- Des frais d'assurance

- Les frais de matériels, échelles, cordages, ustensiles et outils de toutes natures nécessaires à la préparation, à la confection, à la mise en place des ouvrages, y compris les frais résultants des manutentions et changements que le chantier peut nécessiter.
- Les frais résultants des mesures intéressant la sécurité du Chantier, notamment l'assurance aux tiers et ceux résultant des prescriptions du PGCSPP ou des plans de prévention.
- Les frais de nettoyage en cours et en fin de chantier (hormis ceux des bases vie qui sont à la charge de la MAITRISE D'OUVRAGE)
- Tous frais nécessaires à la bonne réalisation de ses travaux et leur parfait achèvement

En addition des dispositions ci-dessus, l'entreprise TITULAIRE de chacun des lots est réputée avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Les montants du marché ont dès lors été établis :

- en ayant apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication,
- en ayant contrôlé les indications des documents du dossier de consultation et fait constater les erreurs ou omissions le cas échéant,
- en s'étant procuré, le cas échéant, tous renseignements complémentaires qui lui seraient apparus nécessaires auprès de la MAITRISE D'ŒUVRE ou de la MAITRISE D'OUVRAGE et auprès de tous services et autorités compétents

5.3 Prestations fournies par la MAITRISE D'OUVRAGE

La MAITRISE D'OUVRAGE fournira gratuitement les fluides nécessaires à la réalisation de l'opération. Cependant les études, les travaux et les coûts de branchement, de raccordement et de vérification sur les réseaux du site éventuellement nécessaires restent à la charge des entreprises titulaires.

Un emplacement de stockage de matériel, des vestiaires et une « base vie » pour le personnel seront mis à disposition.

5.4 Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs ne peuvent être exécutés et réglés que dans la mesure où ils auront fait l'objet d'un ordre de service délivré par la MAITRISE D'ŒUVRE ou la MAITRISE D'OUVRAGE. Les offres envoyées par les TITULAIRES au titre des travaux modificatifs devront mentionner le délai d'exécution desdits travaux et leur prix.

Les TITULAIRES ne pourront prétendre à aucune augmentation du prix global forfaitaire pour tous Travaux modificatifs qui n'auraient pas fait l'objet d'un tel ordre de service.

En cas d'aléas durant d'exécution entraînant potentiellement des travaux modificatifs, les TITULAIRES disposent de cinq (5) jours calendaires suivant le fait générateur pour faire une offre à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE qui sera acceptée le cas échéant. Les offres relatives aux travaux modificatifs devront toujours être accompagnées d'un calendrier présentant leur impact sur le planning initial.

Durant la période d'études ou de préparation de chantier, les TITULAIRES disposent de dix (10) jours calendaires pour présenter leur offre de travaux modificatifs accompagnées d'un calendrier présentant l'impact de tels travaux sur le planning initial.

Le non-respect de ces délais entraînera l'application de pénalités forfaitaires.

5.5 Variation des prix

5.5.1 Actualisation des prix

Pour chaque lot, les prix du marché sont fermes et actualisables.

L'actualisation des prix se déclenche si plus de 3 mois séparent la date d'établissement des prix de la date de début des prestations prescrite par l'acheteur. Le prix ainsi actualisé reste ferme pour toute la durée du marché.

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG, en cas de remises d'offres multiples, la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre initiale remise par le titulaire.

Pour le calcul du coefficient, un décalage de lecture de 3 mois est appliqué pour la détermination du Mois M.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de variation est calculé par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,20 + 0,80 (BT_n/BT_0)]$$

Avec :

P : le prix actualisé ;

P₀ : le prix initial ;

BT₀ : l'index BT du mois de la remise des offres ;

BT_n : l'index BT du mois d'exécution des travaux ou des prestations.

→ **Cf. ANNEXE 1 : TABLEAU D'INDEX DES PRIX**

5.5.2 Garanties financières

Pour chacun des lots, une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée dans les conditions détaillées à l'article 16 du présent document.

Celle-ci peut être remplacée par la fourniture d'une garantie à première demande d'un montant correspondant. Les cautions bancaires ne seront pas acceptées.

6 Règlement des comptes

6.1 Règlement des travaux

Chaque Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) contient les prix des prestations à réaliser pour :

- D'une part, permettre le contrôle de cohérence de la facturation ;
- D'autre part, permettre, en cas de prestations complémentaires à exécuter, le chiffrage de ces prestations.

6.2 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, il ne sera pas payé d'acomptes sur approvisionnement.

6.3 Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas actualisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

6.4 Décomptes et acomptes provisoires

Avant la fin de chaque mois, chaque TITULAIRE remet à la MAITRISE D'OEUVRE un projet de situation mensuelle faisant ressortir les quantités des prestations réalisées depuis le début du marché, arrêtées à la fin du mois précédent.

La situation, établie par chaque TITULAIRE, est vérifiée, puis acceptée ou rectifiée en fonction du pourcentage d'avancement des travaux par la MAITRISE D'OEUVRE et transmise à la MAITRISE D'OUVRAGE aux fins de règlement que se reverse également le droit de l'accepter ou de la vérifier.

Le délai de vérification par la MAITRISE D'OEUVRE du projet de décompte mensuel de chaque TITULAIRE et d'établissement de l'état d'acompte est fixé sept jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte mensuel ou du récépissé de remise.

Les projets de décompte seront présentés en état cumulatif depuis le début des travaux et seront transmis par les TITULAIRES à la MAITRISE D'OEUVRE par envoi recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Leur règlement s'effectuera à partir de l'état décrit ci-dessus diminué des mandatements déjà effectués.

Viendront en déduction :

- La retenue de garantie sauf si une garantie à première demande est fournie,
- Éventuellement les pénalités immédiatement applicables et divers abattements résultant du chantier.

6.5 Décompte final

A la fin des travaux, chaque TITULAIRE établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de situation mensuelle afférente au dernier mois de leur exécution, ou à la place de ce projet, indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées.

Chaque titulaire adresse son projet de décompte final simultanément à la MAITRISE D'OEUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE, dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux. Toutefois, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, un TITULAIRE ne pourra remettre son projet de décompte final que sous réserve d'avoir remis le DOE dont la remise est prévue le jour de la réception de l'ouvrage et d'avoir levé toutes les réserves indiquées dans le PV de réception notifié par la MAITRISE D'OEUVRE.

Le projet de situation finale, établi par chaque TITULAIRE, est accepté ou rectifié par la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE et devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par la MAITRISE D'ŒUVRE.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, la MAITRISE D'ŒUVRE établit d'office le décompte final aux frais du TITULAIRE concerné. Ce décompte final est alors notifié au TITULAIRE avec le décompte général.

6.6 Décompte général

La MAITRISE D'ŒUVRE établit le projet de décompte général, qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

La MAITRISE D'ŒUVRE transmet le projet de décompte général à la MAITRISE D'OUVRAGE dans un délai de quinze jours calendaires.

Le projet de décompte général est signé par la MAITRISE D'OUVRAGE et devient alors le décompte général.

La MAITRISE D'OUVRAGE notifie aux TITULAIRES le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- Trente jours calendaires à compter de la réception par la MAITRISE D'ŒUVRE de la demande de paiement finale transmise par les TITULAIRES ;
- Trente jours calendaires à compter de la réception par la MAITRISE D'OUVRAGE de la demande de paiement finale transmise par les TITULAIRES.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, la MAITRISE D'OUVRAGE notifie aux TITULAIRES la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

6.7 Décompte général et définitif

Dans un délai de trente jours calendaires à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, chaque TITULAIRE envoie à la MAITRISE D'OUVRAGE, avec copie à la MAITRISE D'ŒUVRE, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par chaque TITULAIRE, il devient le décompte général et définitif de son bon de commande. La date de sa notification à la MAITRISE D'OUVRAGE constitue le départ du délai de paiement.

Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, la MAITRISE D'OUVRAGE règle, dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par les TITULAIRES ou de la date de réception des motifs pour lesquels les TITULAIRES refusent de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par les TITULAIRES.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG Travaux.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le TITULAIRE concerné dispose d'un délai de soixante jours calendaires, à compter de la notification de la décision prise par la MAITRISE D'OUVRAGE en application de l'article 55.1.2, ou de la décision implicite de rejet conformément à l'article 55.1.3, pour porter ses réclamations devant le tribunal compétent.

Si les réserves sont partielles, les TITULAIRES sont liés par leur acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels les réserves ne portent pas.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si la MAITRISE D'OUVRAGE ne notifie pas aux TITULAIRES le décompte général signé dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, ceux-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification aux TITULAIRES du décompte général signé par la MAITRISE D'OUVRAGE, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la mise en demeure, autorise les TITULAIRES à saisir le tribunal compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié aux TITULAIRES postérieurement à la saisine du tribunal, les TITULAIRES ne sont pas tenus, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG travaux.

Le délai et les conditions d'établissement du décompte général par les TITULAIRES sont identiques à ceux précisés ci-dessus.

Le projet de décompte général est composé :

- Du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG Travaux ;
- Du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;
- Du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans le cas où un TITULAIRE n'a pas renvoyé le décompte général signé à la MAITRISE D'OUVRAGE dans le délai de trente jours calendaires fixé à l'article 12.4.3 du CCAG Travaux, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux, le décompte général notifié par la MAITRISE D'OUVRAGE est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Si un TITULAIRE est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et

aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

7 Paiement

Les délais dont dispose la MAITRISE D'OUVRAGE pour effectuer les paiements des acomptes et du solde sont de trente (30) jours calendaires comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement mensuel par la MAITRISE D'OEUVRE.

Le délai de paiement effectif sera compté jusqu'à la date du débit de la somme due sur le compte de la MAITRISE D'OUVRAGE.

Par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux, le mandataire joint la copie des factures du ou des sous- traitants directs acceptées ou rectifiées par ses soins.

Les factures seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- la nature de l'ouvrage ou de la prestation exécutée ;
- la date d'exécution de l'ouvrage ou de la prestation ;
- le montant hors TVA de l'ouvrage ou de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total TTC de l'ouvrage ou des prestations exécutés.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- la date de facturation

Les demandes de paiement devront impérativement être libellées et adressées exclusivement à :

La Colline -Théâtre National
Service financier et comptable
15, rue Malte Brun
75020 PARIS

Une fois les situations validées par la maîtrise d'œuvre, les factures devront être déposées sur la plateforme CHORUS PRO.

7.1 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

La formule de calcul de ces intérêts moratoire est la suivante :

Montant TTC dû x (nombre de jours de retard / 365) x taux des intérêts moratoires applicable

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement dans les délais donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros, prévue à l'article D2192-35 du Code de la Commande Publique.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Les intérêts moratoires appliqués aux avances, acomptes et au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde diminué de la retenue de garantie.

L'attention du TITULAIRE est appelée sur les retards de paiement générés par son fait :

- notamment par carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché public et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire ;
- modification de la raison sociale ;
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
- révision, modification des prix...
- et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché public non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de références ...)

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché public suspendront de plein droit le délai de paiement.

7.2 Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à une décision prise par la MAITRISE D'OUVRAGE et notifiée par ordre de service par la MAITRISE D'OEUVRE, dix jours calendaires au moins avant la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel. Les autres dispositions de l'article 14.4 du CCAG s'appliquent.

8 Durée du marché et délais d'exécution

8.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour toute la durée des travaux et jusqu'à la fin de toute obligation en découlant (période de garantie incluse).

Les dates de réception des ouvrages objets du présent marché sont indiquées dans le calendrier général d'exécution annexé au présent CCAP COMMUN.

→ **Cf. ANNEXE 5 : Calendrier général d'exécution**

Il est rappelé que le délai d'exécution intègre la préparation des travaux d'un mois, le délai des études

d'exécution comprises dans le délai d'un mois de préparation de chantier, l'exécution des travaux, ainsi que la période inhérente aux opérations préalables à la réception. Les délais propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global. Les délais comprennent en outre :

- La durée légale du temps de travail hebdomadaire ;
- Les congés payés ;
- Le délai de repliement du chantier ;
- Le délai de nettoyage général final.
- Les intempéries telles que définies au présent document

8.2 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le TITULAIRE aura remis dans son offre un calendrier prévisionnel des travaux conforme aux délais évoqués dans les pièces marché et notamment le calendrier général d'exécution annexé au présent CCAP COMMUN.

8.3 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux est élaboré en concertation avec les TITULAIRES dans le cadre des calendriers général et prévisionnel d'exécution cité ci-dessus. Il est élaboré pendant la période d'études d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont l'aménagement fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacune des phases :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives des TITULAIRES sur le chantier.

Après acceptation par les TITULAIRES, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par la MAITRISE D'ŒUVRE/OPC à l'approbation de la MAITRISE D'OUVRAGE et notifié aux TITULAIRES.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant aux TITULAIRES de commencer l'exécution des travaux.

Au cours du chantier et après concertation avec les TITULAIRES et la MAITRISE D'ŒUVRE, la MAITRISE D'ŒUVRE peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dont lesdites modifications auront préalablement été validées par la MAITRISE D'OUVRAGE. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution et les dates clés contractuelles, notamment les dates de réception ;

Le calendrier initial, éventuellement modifié, doit être approuvé et signé par les TITULAIRES. Il est notifié par ordre de service à ces derniers par la MAITRISE D'OUVRAGE.

8.4 Prolongation des délais d'exécution

Il est fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution des travaux ne peut résulter que d'une modification du marché. Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- Une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- Une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par la MAITRISE D'OUVRAGE ;

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par la MAITRISE D'OUVRAGE qui la notifie au TITULAIRE à la suite de la mise à jour, par la MOE / OPC du calendrier d'exécution.

8.5 Prise en compte des intempéries

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution des travaux sont prolongés, cette prolongation est notifiée au TITULAIRE par un ordre de service qui en précise la durée.

Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué ci-après. La MAITRISE D'OUVRAGE tient le compte des jours d'intempéries constatés. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Seules les journées d'intempéries pour les travaux et tâches extérieures sont constatées et justifiées seront susceptibles de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Pour permettre à la MAITRISE D'OEUVRE de constater le bien fondé des journées d'intempéries, le TITULAIRE signalera et justifiera au besoin les journées au cours desquelles l'un au moins des phénomènes naturels énumérés ci-après aura dépassé l'intensité limite fixée ci-après.

Notions d'intempérie :

Nature du phénomène	Intensité limite	Nature de travaux concernés
Précipitations	Si entre 6 heures et 18 heures il est tombé plus de 10mm d'eau par m ² .	Travaux en extérieur (si nécessaires à la réalisation des travaux objets du marché).
Températures	Si la température extérieure est inférieure à -5°C à 6 heures et l'est encore à 18 heures. Et/ou Si la température extérieure est supérieure à 30°C à l'ombre à 6 heures et l'est encore à 18 heures.	Travaux en extérieur (si nécessaires à la réalisation des travaux objets du marché).
Vent	Si la vitesse du vent est supérieure à 90 km/h pendant 5 heures.	Travaux en extérieur (si nécessaires à la réalisation des travaux objets du marché).

Les justificatifs présentés par le TITULAIRE émaneront de la Station de Météorologie Nationale ou d'Aviation Civile la plus proche du lieu d'exécution des travaux. En aucun cas, les journées d'arrêt de chantier, consécutives à l'absence d'agrément du Bureau de Contrôle, dans le cadre des missions n'incombant pas à la MAITRISE D'OEUVRE, ou à des accidents ou incidents de quelque nature que ce soit, ne pourront être retenues pour justifier une prolongation du délai.

La MAITRISE D'OEUVRE devra constater que durant les jours d'intempérie, les compagnons des TITULAIRES ne sont pas sur le chantier.

9 Etudes d'exécution, VISA, préparation de chantier

9.1 Etudes d'exécution

La fourniture des documents relatifs aux études d'exécution est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.- Travaux et suivant les différents CCTP.

Les études d'exécution des TITULAIRES devront être réalisées durant la période de préparation de chantier et démarreront le lendemain de l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution.

Les documents relatifs aux études d'exécution des TITULAIRES devront être transmis à la MAITRISE D'ŒUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE et le Bureau de contrôle technique dans un délai trente (30) jours calendaires pour l'ensemble des lots après l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution qui sera établi à la suite de la contractualisation des différents lots.

Concernant le LOT 1A, il dispose d'un délai de trois (3) jours calendaires après la notification de son lot pour déposer son plan de retrait sur la plateforme dédiée. Une preuve de dépôt est demandée et sera à transmettre à la MAITRISE D'OUVRAGE et à la MAITRISE D'ŒUVRE.

L'ensemble des documents qui composent les études d'exécution des TITULAIRES sont mentionnées dans les CCTP de chacun des lots ainsi que dans le tableau de limites de prestations annexé au CCTP COMMUN.

Cf. Tableau de limites de prestations

NOTA : Les études d'exécution doivent être validées avant quarante-cinquième jour pour l'ensemble des lots hormis le lot 1A suivant l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution. Le LOT 1A devra avoir ses études d'exécution validées avant le trentième jour calendaire suivant l'envoi de l'OS de démarrage de ses études d'exécution. Si les études n'étaient pas validées à cette date, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit d'annuler ou de reporter l'exécution des travaux aux seuls frais du/des TITULAIRE(S) défaillant(s) sans que ce(s) dernier(s) puisse(nt) prétendre à un quelconque dédommagement. En cas de remarques bloquantes émanant d'une ou plusieurs parties prenantes, les TITULAIRES disposeront d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour les lever. Ce délai dédié à la levée d'observations ou de remarques sur les études d'exécution des TITULAIRES ne reporteront pas les dates de réception initialement prévues au calendrier général d'exécution.

NOTA : Les études d'exécution réalisées par la MAITRISE D'ŒUVRE seront transmises aux candidats le 18 avril 2026 et feront l'objet d'un additif au présent DCE durant l'appel d'offre

NOTA : Le TITULAIRE du LOT 1A devra déposer son plan de retrait au plus tard trois (3) jours calendaires après la notification de son lot.

- Transmissions des études d'exécution des TITULAIRES de l'ensemble des lots
 - ➔ Trente (30) jours calendaires après l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution

9.2 Synthèse et VISA des documents d'exécution

Au terme des études d'exécution, les TITULAIRES transmettront les documents et notamment les plans d'exécution dans les délais mentionnés précédemment à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE afin que le groupement de MAITRISE D'ŒUVRE puisse en réaliser la synthèse au titre des missions dont il a la charge.

Le groupement de MAITRISE D'ŒUVRE et le bureau de contrôle technique délivreront leur VISA dans un délai de quinze (15) jours calendaires après l'envoi des études d'exécution des TITULAIRES aux parties prenantes susmentionnées.

- Délivrance des visas sur les documents d'exécution par la MAITRISE D'ŒUVRE et le bureau de contrôle technique :
 - ➔ Quinze (15) jours calendaires suivant l'envoi des documents par les TITULAIRES

9.3 La préparation de chantier

La préparation de chantier démarrera le lendemain de l'envoi de l'OS de démarrage de la préparation de chantier qui sera établi après la contractualisation des lots.

Pour rappel, les études d'exécution seront réalisées en concomitance de la préparation de chantier. Les TITULAIRES.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG travaux, la préparation de chantier est ramenée à un (1) mois et les TITULAIRES devront établir leur plan particulier sécurité et protection de la santé (PPSPS) qu'ils communiqueront au coordonnateur SPS, à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE au plus tard sept (7) jours calendaires avant la date contractuelle de démarrage des travaux.

- Démarrage de la préparation de chantier :
 - ➔ Le lendemain de l'OS de démarrage de la préparation de chantier
- Rendu des PPSPS par les TITULAIRES :
 - ➔ Sept (7) jours calendaires avant le démarrage de leurs prestations

En outre, les LOTS 1A et 1B devront transmettre leur plan d'installation de chantier (PIC) quinze (15) jours calendaires avant le démarrage de leurs prestations relatives aux installations de chantier.

- Transmission de leur PIC par les LOTS 1A et 1B :
 - ➔ Quinze (15) jours calendaires avant le démarrage de leurs prestations relatives aux installations de chantier

Des bureaux de la MAITRISE D'OUVRAGE sont mis à disposition des TITULAIRES afin d'y implanter leur base-vie au R+3 et R+4.

Lesdits bureaux seront libérés par la MAITRISE D'OUVRAGE aux dates suivantes :

- Le 24 juin 2025 pour les bureaux du R+3
- Le 3 juillet 2025 pour les bureaux du R+4

Le grand théâtre sera exploité jusqu'au 23 juin 2025 et le petit théâtre sera exploité jusqu'au 3 juillet 2025. Le Théâtre de la Colline fermera ses portes au public à partir du 3 juillet 2025.

Le Théâtre de la Colline rouvrira ses portes au public le 5 janvier 2026 pour ce qui concerne la billetterie au rez-de-chaussée, le 21 janvier 2026 pour ce qui concerne la grande salle, et le 13 mars 2026 pour ce qui concerne la petite salle ;

***NOTA** : durant toute la durée des travaux objets du présent marché, des salariés seront présents notamment au 2^{ème} étage, ainsi qu'au R+3 et R+4 dans les bureaux situés au-dessus de la crèche. Des équipes, notamment l'équipe technique, travailleront durant l'ensemble de la durée des travaux dans les zones hors chantier.*

10 Réception – Garantie de parfait achèvement

10.1 Dates de réception

Les dates de réception sont fixées au calendrier général d'exécution annexé au présent CCAP COMMUN.

Tout retard pris dans la réception des travaux entraînera l'application de pénalités de retard conformément à l'article 12 et à l'ensemble de ses sous-articles du présent document.

En cas de retard dans les dates de réceptions globales, des réceptions partielles pourront être demandées par la MOE et MOA afin de permettre une ouverture au public.

Les dates de réceptions globales sont les suivantes :

- Hall du RDC au R+2 : le 05/01/2026
- Hall R-1 et R-2 : 08/01/2026
- Option 1 : R+3/ R+4 :30/03/2026
- Option 2 : R+3/R+4 : 12/01/2026

La MAITRISE D'OUVRAGE et la MAITRISE D'ŒUVRE se réservent le droit de refuser une réception notamment si des documents tels que des tableaux de recettes, des schémas unifilaires, des fiches d'autocontrôle, etc... n'étaient pas présenter le jour de la réception. En outre, toute réception sera refusée en cas d'avis défavorable émanant de la MAITRISE D'ŒUVRE ou du bureau de contrôle technique.

10.2 Réception des réserves

Les dates de finalisation de la levée des réserves sont indiquées au calendrier général d'exécution et sont des dates contractuelles dont le dépassement entrainera l'application de pénalités.

10.3 Garantie de parfait achèvement

La durée de la période de garantie de parfait achèvement, dont le début est la date de d'acceptation de la réception est d'un an.

Pendant cette période de garantie, les TITULAIRES, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour eux des articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil, sont tenus de remédier à tous les désordres nouveaux et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception, ou après correction des imperfections constatées à la réception.

A dater de la notification des désordres par la MAITRISE D'OUVRAGE, les TITULAIRES doivent intervenir sous 24 heures ou selon la date convenue par la MAITRISE D'OUVRAGE ou son représentant pour y remédier si les désordres entravent l'activité du Théâtre national de la Colline et qu'ils ne sont pas dus à une mauvaise utilisation de la MAITRISE D'OUVRAGE et de ses équipes.

11 Délais de réalisation

11.1 Délais globaux

Dans le cadre du présent marché, les délais globaux comprendront :

- La phase relative aux études d'exécution des TITULAIRES qui débutera à l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution
- La préparation de chantier
- L'exécution des travaux
- La levée des réserves
- La garantie de parfait achèvement
- La garantie biennale dont certains équipements font l'objet
- La garantie décennale dont certains ouvrages font l'objet

Les délais d'exécution intégreront les OPR dans ce délai.

Les TITULAIRES, réputés avoir pris connaissance des dates mentionnées lors la notification du marché et notamment de leur LOT, ne pourront arguer d'une quelconque difficulté dans leur organisation pour justifier un allongement du planning.

Le démarrage de la préparation de chantier et le démarrage des travaux seront notifiés par ordres de service.

11.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution tiendra compte d'une période minimum d'un mois de préparation et d'installation de chantier ; pendant les études d'exécution, la MAITRISE D'OEUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE coordonneront la mise au point des plans d'exécution des TITULAIRES, afin d'affiner la limite des prestations, la complémentarité et la qualité des ouvrages à exécuter. Pour ce faire, les TITULAIRES s'engagent à témoigner d'un parfait esprit de collaboration notamment en communiquant toutes les pièces utiles le plus rapidement possible. Le délai fixé pour cette période de préparation sera de fait un délai contractuel.

Dans la limite des délais globaux et partiels d'exécution retenus, et dans le cadre du calendrier général d'exécution, un calendrier détaillé d'exécution sera alors établi par les TITULAIRES suivant les indications et consultations des entreprises et visé par la MAITRISE D'OEUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE.

Le calendrier détaillé d'exécution deviendra alors un élément contractuel et contradictoire. Sans calendrier détaillé d'exécution, c'est le calendrier général d'exécution, annexé au présent marché, qui fera foi.

Chacun des délais définis au calendrier général d'exécution étant contractuel, les TITULAIRES devront exécuter chacune des tâches qui leur incombent aux dates fixées par ce calendrier général d'exécution.

Les TITULAIRES sont tenus d'informer au plus tôt la MAITRISE D'OEUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE de toute avance ou tout risque de retard dans l'exécution de ses travaux afin de permettre d'en étudier les conséquences et les remèdes.

11.3 Prolongation des délais

Le calendrier général d'exécution pourra être révisé entre la MAITRISE D'OEUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE ou son représentant et les TITULAIRES à condition que les modifications apportées ne modifient en rien leur période d'exécution des travaux.

Cette révision, le cas échéant, fera l'objet d'un ordre de service notifié par la MAITRISE D'OEUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE à chacun des intéressés, dans tous les cas d'augmentation de la masse des travaux ou de changement, de solution technique, produit ou procédé imposé par la MAITRISE D'OEUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE ou son représentant ainsi que dans tous les cas de force majeure ou de tout fait imputable à la MAITRISE D'OEUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE.

Les autres prolongations de délai pourront éventuellement être accordées par la MAITRISE D'OEUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE que si elles sont demandées par un ou plusieurs TITULAIRES dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires suivant l'événement générateur invoqué ; la demande devra être accompagnée de tout document justificatif permettant d'en apprécier le bien-fondé.

La décision de la MAITRISE D'OEUVRE et de la MAITRISE D'OUVRAGE ou de son représentant fera l'objet d'un ordre de service spécial notifié à chacun des intéressés.

Il ne sera pas envisageable de prolonger le délai d'exécution pour intempéries les travaux se déroulant en intérieur.

Les jours fériés devront être pris en compte, les TITULAIRES étant parfaitement informés lors de la remise des offres de la période d'exécution des travaux. C'est à ce titre que les TITULAIRES ne pourront prétendre à une prolongation de délais au titre des jours fériés, des ponts et des congés que comporte la période d'exécution.

12 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le TITULAIRE n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

12.1 Pénalités pour retard

NOTA : La MAITRISE D'OUVRAGE refusera toute opération visant à rattraper un retard dans la réception des travaux si cette opération vient affecter la garantie biennale due sur les équipements et installations objets du présent marché.

NOTA : Pour les LOTS dont la modalité de paiement est une facturation par situation mensuelle, les pénalités seront prélevées sur chaque situation mensuelle concernée. Pour les LOTS dont la modalité de paiement est une facturation par acompte, les pénalités seront prélevées sur chaque acompte concerné.

NOTA : L'application des pénalités est la même, qu'il s'agisse du TITULAIRE du LOT défaillant ou d'un de ses sous-traitants.

La défaillance d'un sous-traitant d'un TITULAIRE ne constitue pas une cause légitime de suspension du délai d'exécution.

12.1.1 Pénalités de retard sur le délai de rendu des études d'exécution

Les TITULAIRES sont réputés avoir pris connaissance et conscience du court délai de fermeture pour travaux mis à leur disposition pour réaliser les prestations dont ils ont la charge.

C'est à ce titre que l'ensemble des tâches doivent avoir fait l'objet d'une parfaite préparation afin d'éviter tout aléas durant la fermeture au public et de façon générale, pendant l'exécution des travaux objets du présent marché.

Aucune prestation objet du présent marché ne démarrera avant que les rendus d'études d'exécution n'aient été visés et approuvés par la MAITRISE D'ŒUVRE et le contrôleur technique. Tout retard dans la remise des éléments relatifs aux études d'exécution entraînera l'application de pénalités. Ces pénalités ne seront ni réduites ni supprimées en raison de l'incidence qu'un tel retard pourrait avoir sur les autres corps d'état et la bonne exécution de leurs prestations lors de la période de fermeture pour travaux.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard dans la remise des éléments relatifs aux études d'exécution
 - ➔ 1 000 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

12.1.2 Pénalités appliquées pour un retard dans la levée des remarques bloquantes

Les TITULAIRES transmettront à la MAITRISE D'ŒUVRE, à la MAITRISE D'OUVRAGE, au contrôleur technique et aux services administratifs compétents le cas échéant, des documents, des plans, des notes de calculs et autres éléments d'études qui seront visés. En outre, les parties prenantes susmentionnées émettront des remarques sur lesdits documents mais également sur les prestations objets du présent marché.

Les TITULAIRES, au titre de leur obligation de résultat, ont l'obligation de lever l'ensemble des remarques des parties prenantes susmentionnées notamment les remarques bloquantes pour l'exécution des travaux, de leur démarrage jusqu'à leur parfait achèvement.

Les TITULAIRES disposent de quinze (15) jours calendaires après la notification des remarques bloquantes auprès des TITULAIRES pour les lever.

- Pénalités forfaitaires appliquées par jour calendaire de retard dans la levée des observations bloquantes émises par la MOA, la MOE, le contrôleur technique ou les services administratifs compétents aux TITULAIRES
 - ➔ 1 000 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots

concernés

- ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

12.1.3 Pénalités appliquées pour un retard dans le rendu des PPSPS

Les PPSPS doivent être rendus et mis à jour, par chacun des TITULAIRES, sept (7) jours calendaires au plus tard avant le démarrage des prestations par les TITULAIRES concernés par ledit rendu. Aucun compagnon du TITULAIRE défaillant ou de ses éventuels sous-traitants ne pourront pénétrer la zone travaux sans avoir rendu leur PPSPS ou l'avoir mis à jour en cas d'ajout de prestataires. Tout retard pris dans la remise des PPSPS entraînera l'application de pénalités.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard dans la remise et/ou la mise à jour des PPSPS
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

12.1.4 Pénalités appliquées pour un retard dans la remise des Plans d'Installation de Chantier (PIC) des LOTS 1A et 1B

Les plans d'installations de chantier sont transmis par le LOT 1A pour la période de dépose / désamiantage du mur rideau et plus généralement, pour la période d'exécution de l'ensemble des prestations de son LOT et par le LOT 1B pour l'ensemble de l'exécution du présent marché.

Afin que les PIC soient visés par la MAITRISE D'ŒUVRE et le contrôleur technique et validés par la MAITRISE D'OUVRAGE et le CSPS, lesdits PIC devront être transmis au plus tard quinze (15) jours calendaires avant le démarrage de la mise en place des installations de chantier qui leur incombent et dont lesdites dates sont mentionnées au calendrier général d'exécution.

Passé ce délai, des pénalités forfaitaires seront appliquées :

- Pénalités forfaitaires appliquées par jour calendaire de retard dans la remise des PIC par les LOT 1A et LOT 1B :
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard dès le quatorzième jour précédent le démarrage de la mise en place des installations de chantier plafonné à 10% du montant total du lot concerné
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

12.1.5 Pénalités appliquées pour un retard dans le rendu des éléments permettant à la MAITRISE D'ŒUVRE d'établir le DOE et au CSPS d'établir le DIUO

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, les TITULAIRES devront présenter, le jour de la réception des ouvrages, le DOE s'y afférant.

Les TITULAIRES disposent d'un délai de trente (30) jours calendaires pour transmettre à la MAITRISE D'OUVRAGE et à la MAITRISE D'ŒUVRE les éléments permettant au CSPS d'établir le DIUO.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard dans la remise des éléments permettant à la MAITRISE D'ŒUVRE d'établir le DOE et au CSPS d'établir le DIUO
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

12.1.6 Pénalités appliquées en cas de retard dans la réception d'ouvrages n'entraînant pas de perte d'exploitation

Les dates de réception des ouvrages sont mentionnées dans le calendrier général d'exécution. Tout retard constaté entraînera l'application de pénalités forfaitaires appliquées par jour calendaire de retard.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard dans la réception d'ouvrage n'entraînant pas de perte d'exploitation
 - ➔ 1 000 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

12.1.7 Pénalités appliquées en cas de retard dans la réception d'ouvrages entraînant l'annulation d'une ou de plusieurs représentations donc entraînant une perte d'exploitation

Le 7 janvier 2026, la billetterie du Théâtre national de la Colline rouvrira à ses publics.

Le 21 janvier 2026, la grande salle du Théâtre national de la Colline rouvrira ses portes à ses publics pour la dernière création de Wajdi Mouawad, son directeur. Cette réouverture représente un fort enjeu pour le Théâtre national de la Colline, mais également pour les politiques culturelles car il s'agit de la dernière création de Wajdi Mouawad avant son départ effectif du Théâtre de la Colline. C'est à ce titre que les TITULAIRES devront tout mettre en œuvre pour assurer cette réouverture.

En cas de retards constatés dans la réception d'ouvrages entraînant l'annulation de représentations et donc une perte d'exploitation, des pénalités forfaitaires seront appliquées par jour calendaire de retard constaté. Le montant de cette pénalité a été calculée en considérant une salle pleine, comme il est d'usage lors de la diffusion de spectacles de Wajdi Mouawad.

- Pénalités appliquées en cas d'annulation de représentations en raison d'un retard dans la réception de travaux objets du présent marché ou d'une non-conformité obligeant la MAITRISE D'OUVRAGE à prolonger la fermeture au public
 - ➔ 13 000 € HT par représentation annulée au grand Théâtre plafonné à 20% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ 2 825 € HT par représentation annulée au petit Théâtre plafonné à 20% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

NOTA : En cas de retard pouvant entraîner une annulation de représentations dans l'une des salles du Théâtre national de la Colline, les TITULAIRES concernés pourront proposer des mesures compensatoires et des solutions afin d'ouvrir au public et ainsi assurer les représentations planifiées.

Ces propositions et mesures compensatoires devront faire l'objet d'une validation de la MAITRISE D'OUVRAGE, du contrôleur technique et du CSPS préalablement à toute mise en œuvre. La mise en œuvre dédites mesures compensatoires et solutions seront à la charge exclusive du ou des lots concernés.

12.2 Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la MAITRISE D'ŒUVRE ou la MAITRISE D'OUVRAGE, une pénalité de 150 € HT sera appliquée à tout TITULAIRE absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout TITULAIRE représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

12.3 Pénalités pour infraction aux prescriptions du chantier et du marché

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous, ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédents et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par la MAITRISE D'ŒUVRE des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles et appliquées par jour calendaire de retard :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 150 € HT
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 150 € HT
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 150 € HT
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : 150 € HT
- Retard dans le nettoyage du chantier : 150 € HT
- Retard dans l'évacuation des gravois/matériaux/terres hors du chantier : 150 € HT
- Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier : 150 € HT
- Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décrottage des engins : 150 € HT
- Carence en matière de fermeture et d'ouverture de chantier : 150 € HT

12.4 Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception

Lorsque la réception est prononcée sous les réserves prévues aux 5 et 6 de l'article 41 du CCAG travaux, tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage (au plus tard quinze (15) jours calendaires après la notification du PV de réception au TITULAIRE) est sanctionné par une pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard constaté dans la levée des réserves émises lors de la réception
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle aux autres mesures coercitives à la disposition de la MAITRISE D'OUVRAGE, entre autres :

- Maintien de la garantie à première demande qui s'y substitue,
- Prolongation du délai de garantie,
- Mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG Travaux.

En cas d'inaction des TITULAIRES dans la levée des réserves dans un délai de vingt jours calendaires après la notification de la réception de l'ouvrage, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de faire intervenir un autre prestataire que le TITULAIRE pour lever lesdites réserves, les montants dus audit autre prestataire sont directement imputés au solde du TITULAIRE défaillant.

12.5 Pénalités appliquées pour un retard dans la transmission des documents induits par des travaux modificatifs

Conformément à l'article 5.4 du présent CCAP commun, les TITULAIRES, en cas d'aléas induisant la modification de certaines prestations, devront présenter des offres pour travaux modificatifs qui seront accompagnés d'un calendrier présentant les modifications dans le planning initial dont de tels aléas et travaux modificatifs sont à l'origine.

En période d'exécution, les TITULAIRES disposent d'un délai de cinq (5) jours calendaires à partir du fait générateur pour présenter les documents susmentionnés à la MAITRISE D'OUVRAGE et la MAITRISE D'ŒUVRE.

En période de préparation de chantier et d'études, donc hors exécution, ce délai est de dix (10) jours calendaires après l'apparition du fait générateur.

- ➔ L'apparition d'un fait générateur entrainement des travaux modificatifs ne prolongera en rien le délai d'exécution et la date de réception sans l'accord exprès de la MAITRISE D'OUVRAGE
- Pénalités appliquées en cas de retard dans la remise des pièces induites par des travaux modificatifs
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard à partir du 6^{ème} jour suivant le fait générateur durant la période d'exécution plafonnée à 10% de montant total du lot concerné
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard à partir du 10^{ème} jour suivant le fait générateur durant les périodes d'études et de préparation de chantier donc hors exploitation plafonnée à 10% de montant total du lot concerné
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

12.6 Pénalités appliquées pour non-respect d'un engagement contractuel

Hormis les cas de pénalités spécifiques prévus aux autres articles du CCAP, dans le cas où un engagement prévu à la charge des TITULAIRES ne serait pas respecté, les TITULAIRES encourent sur simple constatation de la MAITRISE D'OUVRAGE ou de la MAITRISE D'ŒUVRE et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 150€ HT par jour calendaire, à compter du jour de constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par les TITULAIRES.

Par ailleurs, dans le cas d'une telle constatation, les TITULAIRES s'engagent à remettre à la MAITRISE D'ŒUVRE sous cinq jours ouvrés maximum un plan d'action pour remédier au manquement constaté.

Les pénalités du présent article sont cumulables dans la limite d'un plafond correspondant à 10 % du montant hors taxes du lot concerné. Ce plafonnement n'est pas confondu avec le plafonnement des pénalités de retard définies à l'article 12 du présent CCAP.

N.B. : l'application éventuelle des pénalités indiquées au présent article n'est pas libératoire

12.6.1 Pénalités appliquées pour un retard dans la libération des locaux de base-vie

Les TITULAIRES devront libérer les locaux de base vie qui ont été mis à sa disposition par la MAITRISE D'OUVRAGE au plus tard le 5^{ème} jour suivant la date d'acceptation de l'ouvrage.

- Pénalités appliquées pour un retard dans la libération des locaux de base vie mise à disposition des TITULAIRES
 - ➔ 150 € HT par jour calendaire de retard suivant la date d'acceptation de réception de l'ouvrage et plafonné à 10% du montant total du lot concerné
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

12.7 Tableau des délais et des pénalités

INTITULE	IMPUTATION	DATE OU DELAI	MONTANT	TYPE DE PENALITE	PLAFONNEMENT
Rendu des études d'exécution	Tous les lots	Au plus tard 30 jours calendaires après l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution	1 000 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain de 30ème jour suivant l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Dépôt du plan de retrait sur la plateforme dédiée	LOT 1A	Au plus tard 3 jours calendaires après la notification du marché	Résiliation du marché	-	-
Délai de levée des remarques bloquantes de la MOE, du BCT ou des services administratifs compétents	Tous les lots	Au plus tard 15 jours calendaires après la notification des remarques bloquantes	1 000 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain de 15ème jour suivant la notification des remarques bloquantes aux TITULAIRES	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Délivrance des visas par la MOE ou le BCT	Hors marché	Au plus tard 15 jours calendaires après envoi des documents ou plans à viser	Hors marché	Forfaitaire	Hors marché
Rendu des PPSPS	Tous les lots ainsi que leurs sous-traitants	Au plus tard 7 jours calendaires avant le démarrage des prestations	1 000 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain de 7ème jour précédent le démarrage des prestations du TITULAIRE	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Remise des PIC	LOT 1A et LOT 1B	Au plus tard 15 jours calendaires avant le démarrage des prestations relatives aux installations de chantier	500 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain du 15ème jour précédent le démarrage de la mise en place des installations de chantier (dates contractuelles mentionnées au calendrier général d'exécution)	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Présentation d'un devis de travaux modificatifs en cas d'aléas pendant l'exécution	Tous les LOTS	Au plus tard 5 jours calendaires après le fait générateur	500 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain du 5ème jour suivant le fait générateur des travaux modificatifs	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné

Présentation d'un devis de travaux modificatifs en cas d'aléas pendant la période de préparation de chantier et d'études	Tous les LOTS	Au plus tard 10 jours calendaires après le fait générateur	500 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain du 11ème jour suivant le fait générateur des travaux modificatifs	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Rendu des éléments permettant à la MOE d'établir le DOE	Tous les LOTS	Au plus tard le jour de la réception de l'ouvrage concerné	500 € HT par jour calendaire de retard dès le jour de la réception de l'ouvrage concerné	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Rendu des éléments permettant au CSPS d'établir le DIUO	Tous les LOTS	Au plus tard 30 jours calendaires après la réception de l'ouvrage concerné	500 € HT par jour calendaire de retard dès le 30ème jour suivant la réception de l'ouvrage concerné	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Pénalités de retard dans les travaux n'entraînant pas de perte d'exploitation pour la MOA	Tous les LOTS	Au plus tard le jour de réception indiqué dans le calendrier général d'exécution annexé	1 000 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain du jour de réception établi contractuellement et mentionné dans le calendrier général d'exécution	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Pénalités de retard dans les travaux entraînant l'annulation de représentations et entraînant de ce fait une perte d'exploitation pour la MOA	Tous les LOTS	Au plus tard le jour de réception indiqué dans le calendrier général d'exécution annexé	13 000 € HT par jour calendaire de retard pour l'annulation d'une représentation en grande salle 2 825 € HT par jour calendaire de retard pour l'annulation d'une représentation en petite salle	Forfaitaire	20% du montant du lot concerné
Pénalité appliquée pour absence aux réunions	Tous les LOTS	Le jour de la réunion concernée puis toutes les réunions concernées	150 € HT par réunion concernée	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Pénalités appliquées pour retard dans les travaux de parachèvement (levée des réserves)	Tous les LOTS	A partir du 16ème jour calendaire suivant la réception de l'ouvrage	500 € HT par jour calendaire de retard appliqué dès le 16ème jour suivant la réception de l'ouvrage concerné	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Pénalités pour infraction aux prescriptions du chantier et du marché	Tous les LOTS	Le surlendemain du constat de l'infraction et le lendemain du constat de l'inaction par le TITULAIRE concerné	150 € HT par infraction mentionnée à l'article 12.4 du CCAP Commun	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné
Pénalités appliquées pour un retard dans la libération des locaux de base vis	Tous les LOTS	Le 6ème jour calendaire suivant la date d'acceptation de réception de l'ouvrage	150 € HT par jour calendaire de retard applicable dès le 6ème jour suivant l'acceptation de réception de l'ouvrage	Forfaitaire	10% du montant du lot concerné

13 Caractéristique des matériaux et des produits

Le CCTP fixe les matériaux, produits et composants de construction et/ou leurs équivalents dont le choix n'est pas laissé aux TITULAIRES.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes en vigueur. Chaque TITULAIRE en qualité de « sachant » et dans le cadre de son obligation de résultat est responsable des matériaux/produits qu'il utilise au regard de toute évolution normative qui peut intervenir en cours d'exécution du marché.

Ainsi, les TITULAIRES devront se tenir informés de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, les TITULAIRES doivent en informer aussitôt par courrier AR la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE avec, pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur le(s) projet(s). La décision de la MAITRISE D'OUVRAGE leur sera alors notifiée par écrit. À défaut cette évolution ne sera pas prise en compte et ne pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire. Il est entendu par les parties que toutes les évolutions connues au jour de la remise des offres et dont la date d'entrée en application a été publiée, sont réputées avoir été anticipées par les TITULAIRES et comprises dans leurs prix.

14 Obligations courantes du Titulaire

14.1 Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

14.2 Dégradations causées aux voies publiques :

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

14.3 Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

14.4 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte

contre la corruption ;

- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

14.5 Réparation des dommages :

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

15 Organisation du chantier

Chaque TITULAIRE devra se référer aux prescriptions du plan général de coordination, de sécurité et de protection de la santé relatives aux installations de chantier.

La direction des travaux est assurée par la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE, qui sont chargés du contrôle des ouvrages. Ils ont seule qualité pour interpréter les plans et devis.

Chaque TITULAIRE est tenu de se conformer strictement aux ordres de la MAITRISE D'OUVRAGE. Les TITULAIRES et la MAITRISE D'ŒUVRE s'interdisent de se prévaloir de toutes communications verbales qui ne seraient pas confirmées par écrit.

Chaque TITULAIRE doit faciliter les visites et investigations que la MAITRISE D'ŒUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE et le CSPS estiment nécessaires pour que les travaux soient conformes aux dispositions du marché et aux règles de l'art.

Les périodes de congés, vacances annuelles et saisonnières ne pourront justifier une diminution des moyens en personnel et matériel mis en œuvre par les entreprises.

Les TITULAIRES s'engagent à maintenir sur le chantier, pendant la durée des travaux, un effectif compatible avec le programme d'avancement.

Chaque TITULAIRE est tenu d'organiser son chantier suivant les nécessités, les règles de l'art, et les règlements en vigueur.

Notamment, il devra maintenir sur ses chantiers le personnel et le matériel nécessaires à l'exécution de son travail.

La MAITRISE D'OUVRAGE, sur proposition de la MAITRISE D'ŒUVRE, et du coordonnateur de sécurité pourra exiger les modifications d'organisation qu'il jugera nécessaires pour le respect des règlements, lois et délais.

15.1 Protection du chantier

Durant toute la période des travaux, un gardiennage est mis en place par la maîtrise d'ouvrage.

Les différentes zones du chantier seront sous vidéosurveillance et du personnel sera sur site 7 jours sur 7 de 8h00 à 24h00.

Une télésurveillance sera mise en place de 00h00 à 08h00 par le prestataire de sécurité de la MOA.

Si des mesures spécifiques sont nécessaires pour la surveillance des ouvrages et des matériaux d'un lot, celles-ci seront à la charge du titulaire dudit lot concerné.

De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, chaque TITULAIRE doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrage(s) des autres entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ladite

obligation.

Ainsi, chaque TITULAIRE doit protéger les matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages jusqu'à la date de réception par la MAITRISE D'OUVRAGE. En particulier pour tous les ouvrages livrés et mis en œuvre dans leur aspect "fini" les entreprises devront mettre en place des protections appropriées selon les conditions de mise en œuvre, l'échelonnement des tâches, et la fragilité relative des composants.

Les ouvrages fragiles ou susceptibles d'être détériorés par la suite des travaux comporteront des protections appropriées à leur nature et aux travaux à réaliser.

Ces protections seront déposées en fin de chantier par chaque entrepreneur concerné en coordination avec les opérations de finition et de nettoyage.

En conséquence, chaque TITULAIRE doit réparer ou remplacer à ses frais tout ouvrage endommagé quelle qu'en soit la cause, sauf recours contre un tiers reconnu responsable. En tout état de cause la MAITRISE D'OUVRAGE et la MAITRISE D'ŒUVRE seront étrangers à toutes contestations et répartitions des dépenses.

Au-delà de la date de réception, tout TITULAIRE dont les travaux ont fait l'objet de réserves, sera responsable de tout dommage à l'ouvrage quel qu'en soit la cause, jusqu'à la levée de celles-ci.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, non imputable à la MAITRISE D'OUVRAGE, les TITULAIRES doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour la MAITRISE D'OUVRAGE.

Chaque TITULAIRE est responsable des vols et dégradations quelconques qui peuvent se produire sur l'ouvrage, et cela jusqu'à la date de livraison réserves levées.

15.2 Gestion des déchets de chantier

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux est de la responsabilité des TITULAIRES. Chaque TITULAIRE s'engage à ramasser quotidiennement les déchets qu'il produit à l'occasion de l'exécution du marché et à leur évacuation. Il s'assure de la propreté de l'intérieur du bâtiment et de ses accès.

Il n'est pas prévu d'installer de bennes de chantier communes, le stockage temporaire sur site des déchets produits est à la charge de chaque TITULAIRE et chaque entreprise prendra ses dispositions pour évacuer quotidiennement ses déchets.

Chaque TITULAIRE s'engage également à l'évacuation régulière des déchets stockés sur site.

Les TITULAIRES doivent se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets.

Afin que la MAITRISE D'OUVRAGE puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, chaque TITULAIRE lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à la transmission de preuve de dépôt édité par la plateforme dédiée « Track déchet ».

Ainsi, chaque TITULAIRE remet à la MAITRISE D'OUVRAGE, avec copie à LA MAITRISE D'ŒUVRE, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire concerné et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, à défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à

l'expiration d'un délai de sept (7) jours calendaires après mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans les sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du TITULAIRE concerné.

15.3 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier et le nettoyage d'après chantier sont compris dans le délai d'exécution. Les TITULAIRES disposent d'un délai de cinq (5) jours calendaires après leur réception pour libérer les locaux de base-vie qui leur auront été mis à disposition.

16 Documents à fournir après exécution

Les TITULAIRES devront remettre à la MAITRISE D'OEUVRE les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G.

Les éléments permettant à la MAITRISE D'OEUVRE d'établir le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ainsi que les notices d'entretiens seront remis au maître d'œuvre en un exemplaire numérique.

Précisions complémentaires sur le format numérique :

- les documents graphiques (plans des ouvrages exécutés, plans de détail, plan de calepinage, etc.) seront au format DWG et PDF.
- les notes de calculs seront sous format PDF;
- les notices d'utilisation du matériel, notices techniques, des équipements, etc. seront sous format PDF;
- tous les autres documents seront format pdf.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, les titulaires devront fournir leurs DOE et notices d'entretiens au plus tard à la date de réception de l'ouvrage concerné.

Le dossier des ouvrages exécutés et des notices d'entretiens seront remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la transmission des documents, les pénalités prévues à l'article 12.2.3 du présent document s'appliquent.

17 Réception des travaux

17.1 Dispositions applicables à la réception

La réception se déroule comme il est stipulé aux articles 41 et 42 du CCAG.

17.2 Réception partielle et constat d'achèvement de travaux

Des réceptions partielles pourront être programmées tout au long des travaux. La garantie biennale des équipements faisant l'objet d'une mise en service démarrera à la notification de ladite réception partielle.

Concernant les garanties décennales, elles démarreront à la notification de la réception globale.

18 Garantie et assurances

18.1 Garantie à première demande

Seules les garanties à première demande sont acceptables dans le cadre du présent marché dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché public y compris ses modifications en cours d'exécution.

Les TITULAIRES sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées aux TITULAIRES pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les TITULAIRES sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

18.2 Garantie de parfait achèvement

L'ensemble des garanties contractuelles prend effet à compter de la réception des travaux.

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, en application de l'article 44 du CCAG Travaux.

Si à l'expiration des délais de garantie, le TITULAIRE concerné n'a pas remédié aux imperfections notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision de la MAITRISE D'OUVRAGE jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le TITULAIRE en cause ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

Lorsque pendant le délai des garanties, la constatation d'avaries indique un vice général de la qualité concernant les matières premières, la fabrication des éléments d'équipement ou les travaux, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de faire reprendre, aux frais des TITULAIRES, tout ou partie des ouvrages ou équipements incriminés.

Pendant la période de garantie chaque TITULAIRE doit intervenir afin de remédier aux désordres dans les conditions suivantes :

- Si le désordre est de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux ou est de nature à impacter l'activité de spectacle de la MAITRISE D'OUVRAGE, le TITULAIRE concerné devra intervenir immédiatement. Une confirmation par la MAITRISE D'OUVRAGE sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Si le désordre n'est pas de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux, le TITULAIRE concerné est prévenu par lettre recommandée avec accusé de réception aura un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la lettre pour intervenir.
- Dans le cas où ce TITULAIRE n'a pas satisfait à ses obligations concernant les réfections, ou remises en état etc... la MAITRISE D'OUVRAGE fera exécuter les travaux par l'entreprise de son choix, aux frais risques et périls du TITULAIRE défaillant, le tout en application des dispositions de l'article 1792-

6 alinéa 4 du Code civil.

18.3 Garantie de bon fonctionnement

Dans le cas où la prestation de travaux confiée aux TITULAIRES implique l'installation ou la livraison d'équipements, la garantie de bon fonctionnement est d'une durée de deux (2) ans à compter de la date d'effet de la réception des prestations y compris les réceptions partielles pour les équipements faisant l'objet d'une mise en service. Les TITULAIRES ont l'obligation de réparer ou de remplacer les éléments d'équipement, qui seraient inaptes à remplir leur fonction et/ou qui n'atteindraient pas les objectifs de performance définis aux documents de la consultation.

18.4 Assurances

Hormis le lot 1A qui devra transmettre ses assurances à la remise de son offre, les autres lots disposeront d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché.

Chaque titulaire doit justifier :

- une assurance obligatoire de Responsabilité Civile Professionnelle,

Chaque TITULAIRE devra justifier de la souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences de sa responsabilité pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion du présent marché et ceci à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers et aux usagers, ainsi qu'aux participants.

Chaque TITULAIRE est seul responsable dans le choix des capitaux souscrits et fera son affaire personnelle d'une absence ou insuffisance de garanties.

- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978.

Chaque TITULAIRE est seul responsable dans le choix des capitaux souscrits et fera son affaire personnelle d'une absence ou insuffisance de garanties.

Les TITULAIRES s'engagent à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de leurs responsabilités.

Les TITULAIRES devront fournir une attestation pour l'ensemble des garanties de leurs assureurs justifiant qu'ils sont à jour de ses cotisations. Cette attestation devra porter la mention de l'échéance et l'étendue des garanties.

Ils devront également fournir une attestation semblable à l'appui de leur projet de décompte final.

Les TITULAIRES informeront la MAITRISE D'OUVRAGE de toutes modifications dans leurs qualifications ou leurs contrats d'assurances. Ils informeront la MAITRISE D'OUVRAGE des déclarations qu'ils effectueront auprès de leurs propres assureurs au titre de l'opération.

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations en termes d'assurance que les TITULAIRES.

19 Marchés de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, la MAITRISE D'OUVRAGE se

réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées aux TITULAIRES.

20 Résiliation et exécution aux frais et risques du titulaire

La MAITRISE D'OUVRAGE en qualité d'Acheteur peut, de plein droit, résilier le marché dans les cas prévus aux articles L. 2195-1, L. 2195-2, L. 2195-4, L. 2195-5 et L. 2195-6 du CCP.

Outre les cas de résiliation définis aux articles 49 et suivants du CCAG-Travaux qui sont dûment applicables au présent marché, la MAITRISE D'OUVRAGE en qualité d'Acheteur peut également prononcer, de plein droit et sans indemnité à sa charge, la résiliation aux torts du TITULAIRE pour les motifs suivants :

- Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus à l'article

R.2143-3 du CCP, après mise en demeure restée infructueuse ;

- Si le TITULAIRE ne remplit pas les obligations que lui impose le CCAP, le CCTP ou tous documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Si le TITULAIRE refuse le paiement des pénalités ou en cas d'atteinte du plafond de pénalités ;
- Pour les motifs de résiliation spécifiques prévus par les stipulations du présent CCAP.

Lorsque le TITULAIRE est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP, il en informe l'Acheteur sans délai. L'Acheteur peut alors résilier le marché pour ce motif. Toutefois, l'Acheteur ne peut prononcer la résiliation du marché au seul motif que le TITULAIRE fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, à condition expresse que celui-ci l'ait informé sans délai de son changement de situation (article L. 2195-4 du CCP).

La lettre de résiliation précisera les modalités de fin du marché.

Pour la résiliation pour faute, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution minimum de quinze (15) jours calendaires, doit avoir été préalablement notifiée au TITULAIRE, et être restée infructueuse ou insatisfaisante. Cette mise en demeure informe le TITULAIRE de la résiliation envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnisation du TITULAIRE et n'éteint pas l'action éventuelle de la MAITRISE D'OUVRAGE en qualité d'Acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du TITULAIRE, et plus généralement ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourront être intentées à l'encontre du TITULAIRE.

La décision de résiliation du marché est notifiée par la MAITRISE D'OUVRAGE au TITULAIRE par lettre recommandée avec avis de réception et fixe les modalités de la résiliation. Dans le silence de la lettre de résiliation, la résiliation du marché prend effet à compter de sa date de notification.

La MAITRISE D'OUVRAGE se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du TITULAIRE.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront

alors prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le TITULAIRE concerné percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

NOTA : le permis de construire est en cours d'instruction et, au moment de la publication de l'appel d'offre, présente un avis défavorable de la préfecture au sujet du désenfumage du hall. En effet, la note de calcul relative au désenfumage du hall a été élaborée conformément à l'IT 246, or, la préfecture a observé la possibilité d'appliquer l'IT 263. Une DF2 a été déposée le 3 avril 2026, et la MAITRISE D'OUVRAGE est en attente du retour de la préfecture quant à des préconisation et un accord de principe sur les nouveaux éléments qui leur ont été déposés. Les éléments de retour des services compétents feront l'objet d'un additif à l'appel d'offre du présent marché.

En outre, le permis de construire a présenté un avis défavorable de la Direction de la Voirie et des Déplacement quant au sens d'ouverture des portes des entrées principales. Le sujet est en cours d'instruction auprès des services concernés et le retour desdits services fera également l'objet d'un additif à l'appel d'offre du présent marché.

Par ailleurs, l'agrandissement des bureaux du R+3 et R+4 fait l'objet d'une demande de dérogation au PLU. C'est la raison pour laquelle ledit agrandissement fait l'objet d'une option. Dans le cas d'un refus quant à la dérogation, le marché prévoit de rénover les bureaux du R+3 et R+4 sans en modifier la façade. Des travaux d'étanchéité sont également prévus.

En tout état de cause, si un quelconque retour sur le permis de construire ne permettait pas de réaliser les travaux objets du présent marché, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de résilier le présent marché pour motif d'intérêt général dans les conditions susmentionnées aux paragraphes précédents.

→ Cf. ANNEXE 3 : Eléments de retour du permis de construire

21 Cession – transfert du marché

Chacune des Parties ne peut céder, totalement ou partiellement, à titre gracieux ou onéreux, ses droits et obligations découlant du marché à un tiers (y compris en cas de fusion ou à d'absorption de l'entreprise TITULAIRE) sans l'accord préalable et écrit de l'autre partie.

Le TITULAIRE doit informer la MAITRISE D'OUVRAGE de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise TITULAIRE et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché, celle-ci fera l'objet d'un avenant signé entre les Parties constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

22 Substitution

Au cours de l'exécution du marché, il est prévu la possibilité de substituer un membre du groupement d'opérateurs économiques, dans le respect des dispositions des articles L2194-1, R2194-5 et R2194-6 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le mandataire du groupement propose à la MAITRISE D'OUVRAGE de substituer à un membre initial du groupement (qui peut être le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants), un nouveau cotraitant, le mandataire devra motiver sa proposition par lettre recommandée avec accusé de réception, en justifiant :

- des motifs éventuels de la défaillance ou des motifs de la proposition du remplacement du membre en cause,
- qu'un tel changement ne saurait remettre en cause la capacité du groupement à exécuter les prestations telles qu'initialement prévues au présent marché,
- que cette modification ne change pas l'équilibre économique du marché en faveur du groupement d'une manière qui n'était pas prévue dans les termes du marché initial.

Le mandataire devra joindre à sa demande l'expression de volonté expresse du nouveau membre de remplacer le membre initial du groupement, se substituant ainsi dans ses droits et obligations.

La MAITRISE D'OUVRAGE est libre d'accepter ou de refuser la proposition de substitution qui lui est ainsi faite.

En tout état de cause, en cas d'accord entre les parties, un tel changement devra être formalisé par voie d'avenant au présent marché. Il est dressé contradictoirement un état des prestations exécutées par le membre du groupement qui est remplacé.

Enfin, le membre du groupement remplacé renonce expressément à percevoir le montant de la part de marché qu'il n'aura pas exécuté. Tous les frais et préjudices causés par le remplacement d'un membre sont à la charge exclusive du groupement, sans préjudice des droits et recours de la MAITRISE D'OUVRAGE.

23 Droit et langues

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

PARIS

75181

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Télécopie : 01 44 59 46 46

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

24 Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation par l'article 3.1 du CCAP à l'article 4.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 4.8 du CCAP à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 4.9 du CCAP à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 4.9 du CCAP à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 4.9 du CCAP à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 5.5.1 du CCAP à l'article 9.4.2 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 6.2 du CCAP à l'article 10.4 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 6.5 du CCAP à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 6.7 du CCAP à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 7 du CCAP à l'article 12.5.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 7.2 du CCAP à l'article 14.4 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 9.3 du CCAP à l'article 28 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 12 du CCAP à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 12.1.5 du CCAP à l'article 40 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 15.2 du CCAP à l'article 36 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 15.2 du CCAP à l'article 37.2 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 16 du CCAP à l'article 40 du CCAG-Travaux

25 Annexes

ANNEXE 1 : TABLEAU D'INDEX DES PRIX

ANNEXE 2 : PGC

ANNEXE 3 : ELEMENTS DE RETOUR DU PC

ANNEXE 4 : DF2 → NOTA : Ce dossier est en cours d'instruction

ANNEXE 5 : CALENDRIER GENERAL D'EXECUTION

*** Fin du CCAP COMMUN ***